

LES MIGRANTS UNE FORCE MECONNUE ? Les mouvements hexagonaux autour du CPE ont quelque peu escamoté dans les médias l'importance des manifestations massives des immigrants, légaux et illégaux, essentiellement latinos, aux Etats-Unis contre le harcèlement des illégaux et le vote au parlement d'une loi sur l'immigration durcissant la répression des illégaux et rendant plus difficile l'accès à la " légalité " de se faire exploiter dans ce pays. On ne sait pas trop combien ils sont ainsi entre 12 à 20 millions (4 à 8% de la population américaine) et, malgré une chasse acharnée, leur nombre s'accroît de 500.000 par an. Depuis deux années, une attaque sans précédent est menée contre ces parias : non seulement des groupes de choc (Minutemen et Save our State) les pourchasse physiquement, mais les Etats, notamment du Sud , tentent de les priver de tout accès au minimum de services publics (éducation, santé, etc..) et une loi votée par la Chambre des représentants qui est devant le Sénat, veut à la fois renforcer la répression et restreindre considérablement les conditions d'accès au " séjour autorisé ". Séjourner illégalement deviendrait l'égal d'un crime de même que le fait d'aider un illégal. Pourtant , la classe dominante est partagée : les patronat et les agriculteurs ne voudraient pas que la situation change car l'illégalité leur garantit des conditions d'exploitation du travail sans précédent tant pour les illégaux que pour l'ensemble du prolétariat (c'est même une des causes de la haute productivité des travailleurs américains). La classe politique se trouve devant un autre dilemme : les restrictions budgétaires (liées aux dépenses de guerre) touchent les services publics et chaque Etat tente d'empêcher les illégaux d'y avoir accès pour en assurer un fonctionnement minimum, au moment où la situation économique y fait également affluer les citoyens américains privés des garanties annexes au contrat de travail. D'autre part, l'impopularité des conservateurs liée à la guerre en Irak fait de l'immigration un exutoire facile pour reconquérir les voix réactionnaires. Déjà, dans les années antérieures, des mouvements de lutte avaient touché particulièrement les milieux latinos employés dans les fonctions de services liés à l'immobilier, l'hôtellerie, les résidences, etc... En Californie et dans quelques autres grandes villes dont Chicago, ils avaient réussi à imposer de meilleures conditions d'exploitation et la formation de syndicats spécifiques avait pérennisé ces conquêtes dans un secteur jusque-là totalement négligé par la confédération AFL-CIO. Mais ce n'est pas tant de ces mouvements que surgit en 2005 un réseau de résistance des immigrés - légaux ou pas.. La carence des organisations syndicales dans ce domaine a fait que depuis des années se sont développé autour de solidarités de base des centres sociaux pour immigrés animés par des bénévoles, qui font penser aux sortes de mutuelles ou coopératives ancêtres du syndicalisme en Europe de l'Ouest à une époque où toute organisation ouvrière était durement réprimée. Sous le titre significatif " Tenants and Workers United " (locataires et travailleurs unis) ces centres pratiquent l'aide tous azimuts : faire payer les salaires, juridiques, intervention auprès des négriers style Mac Do, refuge de jour, soins médicaux notamment de dépistage, lobby pour faire adopter ou modifier des règlements, etc.... Ces centres, 25 il y a 10 ans, sont maintenant 150 et se définissent comme " une nouvelle classe ouvrière qui parle de sa propre voix ". Quelques uns visent les nationaux (Chinois, Coréens) d'autres une industrie (usines de volailles, taxis), un quart ont un lien religieux. Mais ils oeuvrent tous dans le même sens d'une solidarité et furent au centre d'une mobilisation devant la montée de la répression contre les illégaux, mobilisation qui ne se fit pas d'emblée mais gagna en importance avec la répétition de manifestations et la montée de la campagne anti immigrants. Cette campagne ne trouva aucun soutien ni des syndicats, ni des groupes politiques y compris de l'ultra gauche qui ignorait jusqu'à l'existence de ces réseaux solidaires qui d'ailleurs ne s'exprimaient qu'en espagnol dans des

publications ou des radios locales peu connues. Début 2006, ce fut une véritable explosion de manifestations qui se répétèrent : de 500.000 à 1 million à Los Angeles qui connût la plus imposante manifestation de toute son histoire, 300.000 à Chicago, jusqu'à 20.000 à Phoenix en Arizona, et dans nombre d'autres villes. Jamais un premier mai ne fut autant suivi avec une grève sur le mot d'ordre " journée sans latinos ". Le mouvement réussit à stopper le vote du projet de loi anti-immigrés devant le Sénat. Personne ne peut dire quelle sera l'issue d'un mouvement qui a montré une telle force, d'autant qu'il comporte des ambiguïtés avec une confusion de classe (une partie des latinos formant une petite classe moyenne) et se voudrait un groupe de pression que pourraient utiliser les démocrates lors des élections de l'automne. Mais il n'en reste pas moins que, comme le soulignait un journal " le géant endormi s'est réveillé " et on peut se poser la question pourquoi, devant une situation similaire, l'immigration illégale en France ne réussit pas, malgré des tentatives depuis les comités de sans-papiers, les luttes des précaires, des sans-logis, etc... aucun mouvement ne réussit à se fédérer et à trouver une cohérence pour aboutir à un tel mouvement de masse. Une des raisons est d'une part la grande homogénéité de l'immigration aux Etats-Unis dont plus des trois quarts sont d'origine latinos en majorité mexicaine ; une autre pourrait être leur nombre et la dureté des conditions de passage d'abord et de séjour ensuite, plus dures que celles qu'un immigré peut connaître ici même. Quoiqu'il en soit, l'exemple américain montre qu'un mouvement de lutte peut toujours se développer pour contraindre la classe dominante à tenir compte de l'existence de ces parias et qu'il n'est nul besoin pour ce faire des organisations traditionnelles qui s'alignent d'ailleurs en ce domaine sur les positions de la classe dominante.

UN AUTRE EXEMPLE DE LUTTE DE BASE QUI VIENT DE FRANCE

Toujours concernant l'immigration. Contre une pratique qui consiste à expulser les enfants d'immigrés à la fin de l'année scolaire et souvent en cours de scolarité. Une mobilisation de base, partant de réactions à des cas particuliers, a vu se développer spontanément dans toute la France un réseau de parents, d'enseignants et autres volontaires qui prennent en charge - illégalement - les enfants d'immigrés pour empêcher leur expulsion et tenter de faire régulariser leur situation. Ce réseau constitué sur une pratique sans aucune référence idéologique a pris une telle dimension que le gouvernement a dû reculer quant à cette régularisation et à entrouvrir une porte qui se révèle actuellement totalement débordée par l'afflux des postulants. Même des parents qui n'ont jamais milité, scandalisés par l'iniquité de ces mesures d'expulsion en arrivent à dire " On doit respecter la loi mais pas n'importe quelle loi. On peut être amené à désobéir à des lois injustes...Je n'ai pas tout d'un coup eu le sentiment d'être une révolutionnaire mais simplement de suivre ma conscience ". Une leçon pour les " organisateurs " de luttes et les chercheurs de recettes pour " élever la conscience ". Réseau Education sans frontières regroupe ainsi 70 organisations de base et continue de s'étendre. Tous renseignements sur son site Internet.

Grande-Bretagne 18/3/2006 - La grève de 50 travailleurs du bâtiment à Cottam Power Station dans le Nottinghamshire (centre de l'Angleterre) n'est pas contre l'embauche de migrants mais contre le fait qu'ils sont sous-payés (près de 1.000 euros de moins par mois) et des exigences dans le travail que les autochtones n'acceptent pas. Le mouvement qui entre dans sa quatrième semaine est similaire à celui des marins des ferries irlandais (voir précédents bulletins) qui réclamaient dans une grève et une mutinerie l'égalisation des conditions d'exploitation entre tous les travailleurs, quelle que

soit leur origine. **France - 19/5/2006** - Quelques chiffres sur l'immigration : 65% du total des immigrés sont d'origine africaine et 13% d'origine asiatique, 41% venant du Maghreb, 9% de l'Afrique sub-saharienne. Ceux venant du Mali, de Mauritanie et du Sénégal sont d'origine rurale sans qualification, ceux émigrant du Congo, du Gabon, de l'ex-Zaïre, du Togo et de Côte d'Ivoire viennent des villes et sont en général plus instruits et plus qualifiés.

L'ATTAQUE DU CAPITAL, LES RESISTANCES OUVRIERES ET LES SUITES.

SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Belgique - 11/4/2006 - 220 travailleurs de la filature Ideal Fibres Fabrics à Comines près de Lille se mettent en grève pour les salaires : un huissier constate le blocage de l'usine le 24 à 4h du matin et le tribunal ordonne la levée sous menace d'une astreinte de 2.000 euros par travailleur empêché de se faire exploiter. **France - 4 /5/ 2006** - Nouvelle grève du remorquage au Havre contre la fin du monopole des Abeilles et l'ouverture à la concurrence ce qui entraîne une modification radicale des conditions de travail.

6/4/2006 - Grève bouchon : la vulnérabilité du système de production à flux tendu. Une grève de 24 h d'un sous-traitant de Peugeot, Faurecia (sièges) force l'usine PSA de Mulhouse à mettre 5.000 travailleurs en chômage technique.

11/5/2006 - Usine Michelin de Roanne (Loire) (930 travailleurs) (pneumatiques pour camions et engins spéciaux). 200 sur 480 travailleurs de la fabrication sont en grève illimitée depuis le 4 mai, le conflit ayant commencé par des grèves tournantes depuis le 11 mars pour les salaires et contre la suppression de 46 postes (CDD et intérim) entraînant une modification des conditions de travail. Le blocage des entrées est sur le point de faire interrompre la production lorsqu'il est levé le 13 mai et que le travail reprend avec une prime de compensation et l'ouverture de discussions sur les conditions de travail.

16/5/2006 - Moyen de lutte ou réalité ? L'absentéisme qui était une épine dans le pied de la productivité il y a trente ans et qui fut balayé des préoccupations patronales par la montée du chômage renaît de ses cendres avec l'intensification du travail, le rejet, le stress et la fatigue surmontant la peur de la précarité. Les dirigeants s'inquiètent du fait que, raison " valable " ou pas le taux d'absentéisme remonte sérieusement. De nouveau des colloques de DRH, d'ergonomes, de psy, d'agents de la CNAM et des cabinets de " chasseurs d'abus " se penchent sur la problème sous le titre pompeux d'une " Semaine pour la qualité de vie au travail ". Dans l'arsenal des mesures suggérées pour résoudre le problème, on trouve tout depuis la carotte (des primes jusqu'à la sanction en passant par l'entretien avec un psy). Le tout bien sûr au nom de la lutte " pour diminuer le coût du travail "

30/5/2006 - Les distributeurs de Corse Matin, seul journal de l'île, filiale de Nice Matin reprennent le travail après 5 semaines de grève au cours de laquelle ils ont employé les grands moyens de mettre des piquets devant les dépôts de carburants de l'île provoquant une sérieuse pénurie. Pour salaires et aménagement du travail.

15/4/2006 - Fin d'une grève perlée à RFI (radio, 300 travailleurs) qui dure depuis le 28

mars pour la réintégration des CDD et des pigistes. 100 d'entre eux sont effectivement embauchés en CDI.

2/5/2006 - Nestlé Waters dans les Vosges avec les marques Vittel et Contrexéville : six semaines de grèves tournantes pour les salaires, les conditions de travail et l'embauche de CDI.

22/5/2006 - Les éboueurs de Paris sont en grève pour les salaires (groupe Veolia)

6/6/2006 - Mise en place sans réactions d'un des volets de la réforme du contrat de travail. Cette fois , après le CNE et l'échec du CPE, ce sont pour les vieux avant la retraite la possibilité d'avoir deux CDD de 18 mois. Déjà baptisés CDE " Contrats Dernière embauche " ces contrats vont permettre de supprimer les préretraites des plans sociaux de licenciements ; ils permettront d'utiliser la compétence des vieux à tarif réduit et de reculer ainsi l'âge d'entrée en retraite.

Etats-Unis - 27/3/2006 - Des moyens de tourner les interdictions de grève. Des centaines d'enseignants de Detroit ont utilisé un moyen déjà pratiqué dans le passé par les agents des compagnies aériennes : se faire porter malade tous en même temps. Cela a contraint à la fermeture de 53 écoles. Cette grève particulière était dirigée contre des arrangements sur les conditions de travail qui avaient été acceptés par le syndicat.

27/3/2006 - Suite de la grève des transports de New York (voir précédents bulletins) Le rejet à une faible majorité de l'accord conclu par le syndicat TWU avec la direction des transports MTA devrait conduire à un arbitrage dont les conclusions s'imposeraient aux travailleurs sans recours possible. Pour l'éviter, le leader syndical veut organiser un nouveau vote, approuvé en cela par le bureau du syndicat. Sa complaisance vis-à-vis de MTA et le fait d'avoir rapidement saboté la grève ne lui ont pas fait éviter une condamnation à 15 jours de prison pour avoir été le leader d'une grève illégale ; sans doute pour ne pas avoir été capable de " discipliner ses troupes ".

Afrique du Sud - 30/5/2006 Avec un taux de chômage entre 26 et 42% et une misère croissante, pire qu'au temps de l'apartheid car il n'y a plus d'autre espoir qu'une révolution sociale, l'insécurité atteint des sommets et la bourgeoisie tant blanche que noire doit s'enfermer dans des quartiers résidentiels surveillés jour et nuit par 250.000 gardes privés, bien plus que les 170.000 policiers officiels. Mais ces gardes qui doivent travailler 12 heures par jour, pour 220 euros mensuels, la moitié du salaire d'un flic se sont mis en grève depuis le 23 mars. Comme souvent en Afrique du Sud la grève a pris un tour particulièrement violent : les grévistes attaquent les jaunes partout où ils les trouvent : 20 tués en un mois. Une manifestation de 5.000 gardes a tourné à l'émeute avec des incendies de voitures et le pillage de magasins. 3/3/2006 - Dans les townships et les communes rurales, la dégradation des conditions de vie est telle que surgissent des émeutes locales qui saccagent, incendient et pillent dans des actions sur des sujets très élémentaires de logement, d'eau et d'électricité (le pays comporterait 13 millions de locaux insalubres , d'une insalubrité inconcevable ici même) Le niveau de criminalité est tel qu'il est impossible à chiffrer et encore moins à contrôler. Une enquête dans la région de Durban (grand port du Nord) a conclu que 80% des policiers devraient être licenciés pour corruption, chantages, violences...etc...

Allemagne - 27/3/2006 6 La grève lancée par le syndicat des services ver.di (voir

précédents bulletins) a connu pendant plus de six semaines des vicissitudes diverses pour se terminer par des compromis divers suivant les Etats qui en fait entérine le passage aux 40 heures. Russie - 3/5/2006 - 300 ouvriers des chantiers navals de Petropavlovsk (Extrême-Orient, dans la presqu'île du Kamtchatka) sont en grève pour les salaires impayés depuis trois mois. **Australie - 30/3/2006** - Le gouvernement met en place une nouvelle législation sociale " Work Choices " (les choix du travail) qui disloque le système existant de conventions collectives de branches d'industrie pour en venir à des contrats individuels taillés sur mesure et qui exonère les entreprises de moins de 100 travailleurs de toute restriction - notamment quant au motif - dans les licenciements (une sorte de CNE élargi). Des manifestations organisées par les syndicats ne changent guère la détermination du gouvernement.

Indonésie - 1 mai 2006 - des milliers de manifestants contre une réforme du droit du travail qui rend plus facile la sous-traitance, l'embauche en CDD et réduit les indemnités de licenciement. Le but avancé, comme partout, serait d'attirer les investissements étrangers. Ee fait de se plier aux impératifs du FMI et de la Banque Mondiale.

Iran - 27/1/2006 - Les conducteurs de bus de Téhéran , (compagnie d'Etat Vahe 17.000 travailleurs) projetaient de se mettre en grève le 3 février pour les salaires, suite à un long processus de grèves limitées et de sévères répressions. Les piquets de grève devaient se mettre en place le samedi 28 janvier. Dès le vendredi 27 janvier, la police procéda à l'arrestation de 500 à 700 travailleurs y compris les représentants syndicaux. Le samedi , ceux qui arrivaient pour les piquets de grève étaient pris à partie et contraints sous la menace de conduire les bus. Ceux qui refusaient étaient aussitôt arrêtés et des jaunes étaient embauchés par ailleurs par les militaires. Bien sûr, la grève a été brisée mais on sait peu de choses sur la suite des arrestations.

Inde - avril 2006 - les deux usines Honda de Gurgaon près de Faridabad proche de la capitale New Delhi ont connu grèves et lock-out et une répression violente suite à une tentative de bloquer les voies de communication proches des usines. Un ouvrier de 25 ans travaillant sur la chaîne dont la famille est restée dans le Bihar à 1.200km gagne 5.000 roupies par mois sur lesquelles il doit prélever 1.200 pour son logement, 2.000 pour sa nourriture et 2.000 pour envoyer à sa famille.

Chine - La région de Hong Kong - Shenzhen qui fut parmi les pionnières du développement économique chinois se trouve avec le développement concurrentiel d'autres régions de Chine, contraint d'accroître le salaire minimum de 71 euros mensuels à 80-85 euros. Les salaires ont ainsi augmenté de 25% en trois ans. Mais cela ne suffit pas, d'une part à combler la pénurie de main-d'œuvre attirée par d'autres régions et à empêcher les transferts de fabrications vers d'autres pays asiatiques.

Hongrie - 25/4/2006 - Ayant reconduit la gauche social-démocrate, les travailleurs hongrois vont avoir droit à une cure d'amaigrissement imposée par la Communauté Européenne qui touchera comme partout, la santé, les retraites, les services publics, etc...

Timor - 6/5/2006 - 600 soldats excédés par leur paie misérable et leurs conditions de travail désertent et manifestent, déclenchant des émeutes, 2 morts, 27 blessés. Les troupes australiennes appelées pour rétablir l'ordre.. Ces affrontements sociaux ne sont qu'une faible partie d'une chaîne d'affrontements similaires qui se sont déroulés dans toutes les îles du Pacifique en raison du développement de l'insécurité économique

(réduction des subventions des ex-puissances coloniales, stagnation économique) qui a exacerbé les tensions entre une élite minoritaire dominante souvent d'origine européenne ou inféodée à cette élite, insécurité accrue avec l'isolement géographique et économique sans infrastructures adaptées. Dans les îles Fidji 28% des 816.000 habitants vivent avec moins d'un euro par jour. En Nouvelle Calédonie trois semaines de grève dans l'entreprise SLN , filiale d'Eramet illustre à la fois les conditions d'exploitation des travailleurs des mines de nickel et les affrontements autour de cette richesse entre les kanaks autochtones " indépendants ; les caldoches soutiennent les intérêts de l'ex-puissance coloniale et des trusts internationaux. du nickel Les îles Tonga voient des affrontements autour d'une diminution du niveau de vie imposée par la Banque de Développement asiatique depuis l'admission du pays aux " bienfaits " de l'OMC. L'île de Tahiti connaît des affrontements politiques et sociaux (grève générale de 4 jours) entre des indépendantistes ayant accédé récemment au pouvoir et les ex-colons évincés dans un contexte de relations difficiles avec la " métropole " et une difficile éradication de la corruption et du clientélisme.. Aux îles Samoa, 1.500 manifestants marchent sur la capitale suite à neuf semaines d'agitations diverses sur des problèmes économiques locaux.

Allemagne - 14/6/2006 - Des mouvements se développent depuis cinq semaines dans :les universités allemandes contre une augmentation des frais d'études, mouvements qui se réclament parfois du mouvement anti-CPE du printemps dernier en France. **Chine - 1/4/2006** - Les paysans de Meichu région très riche du Zhejiang se battent contre un projet de zone industrielle excroissance de la ville voisine de Xinchang, la capitale de l'industrie pharmaceutique chinoise dans une guerre d'usure dans laquelle se mêlent corruption , falsifications, conflits bureaucratiques entre base corrompue et sommets soucieux avant tout du " maintien de l'ordre "

RETRAITES

Grande-Bretagne - 24/3/2006 - Chantage : si les travailleurs de British Airways (46.000) acceptent des horaires plus longs et une réduction des primes, la compagnie paiera 700 millions d'euros au système de pension en déficit de trois milliards d'euros. Le plan comporte aussi la retraite portée de 60 à 65 pour le personnel au sol et de 55 à 60 pour les navigants .

Grande-Bretagne - 18/3/2006 - entre avril 1997 et marts 2004, 85.000 travailleurs ont perdu tout ou partie de leur retraite assurée par des fonds spécifiques d'entreprise alimentés souvent par les actions de l'entreprise même, pratique fortement encouragée dans les années passées par les gouvernements conservateur et travailliste soucieux d'impulser l'économie libérale et n'évoquant nullement les risques de fluctuations boursières. .400 fonds de pension ont fait faillite en 18 ans. Blair, le premier ministre social-démocrate a rejeté toute idée d'un remboursement par l'Etat car cela "créerait un extraordinaire précédent financier" (ça coûterait pourtant moins cher que l'engagement militaire en Irak).

Etats-Unis - avril 2006 - IBM bien qu'ayant engrangé près de 8 milliards d'euros de profit en 2004 gèle les retraites à leur niveau actuel et contraint ses retraités à recourir au système d'Etat mis en place par Bush. Le but, comme d'autres firmes américaines est d'éliminer totalement les systèmes de retraites d'entreprise pour tout faire reposer sur les pensions réduites du système fédéral. **RESTRUCTURATIONS ET**

LICENCIEMENTS Il n'est que de lire ou écouter chaque jour un média quelconque pour être inondé de palabres sur les batailles financières autour des multinationales. Alors qu'on parle beaucoup d'Arcelor - Mittal ou des réorganisations internes des multi de l'automobile, les mêmes médias glosent beaucoup moins sur les absorptions de petites boîtes par des fonds de pension américains ou autres ou les fermetures pour transferts de production à l'Est ou en Orient. Tous les secteurs sont touchés. Ce qui est relativement nouveau c'est que la maladie touche beaucoup plus actuellement les secteurs financiers, banque et assurance

FINANCE ET ASSURANCE

France - Le 19 mai le regroupement des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne dans Natixis va entraîner la suppression de 600 à 700 emplois. Le 2 juin, les salariés de l'AMF se mettaient en grève contre la filialisation avec la Matmut, qui implique pour 80 salariés le déménagement des services supports à Rouen et le transfert des commerciaux dans le groupe Matmut. Une centaine de salariés ont bloqué la rue Saint-Lazare où se situe le siège AMF. La MMA finalisait son absorption du groupe AZUR, où là aussi la mobilité géographique et fonctionnelle est en route. Dans le même temps, GROUPAMA a été lui aussi aux prises avec une série de mobilisation : pour l'augmentation des salaires et les conditions de travail. Le 1er juin, fut marqué par des rassemblements dans les régions et une manifestation à Metz, devant le siège de Nord Est, des élus des caisses de grand Est, Nord est, Alsace et Paris Val de Loire. Le 7 juin-600 manifestants sont présents à Vannes, au moment de la mise à l'eau du bateau Groupama 3, pour signifier au groupe leurs revendications salariales. et jusqu'au 21 juin des actions de boycott dans les entreprises ; Le 8 juin, c'est la Banque populaire qui prend le relais. Un mouvement de grève est lancé le 8 juin à la BP Rives de Paris. 80 % des agences de la Banque Populaire Rives de Paris sont restées fermées. 400 à 450 personnes ont bruyamment manifesté devant le siège, sur le nouveau site Parisien à la Bibliothèque François Mitterrand. A l'origine du mouvement, la fusion des BP Nord de Paris et BICS qui regroupent deux entités implantées sur une partie de Paris intra-muros et les banlieues Nord et Sud de Paris. De nombreuses personnes sont affectées par des mutations géographiques entraînant des contraintes très importantes en terme de temps de transport. Les engagements pris par la direction pour limiter ces difficultés et les compensations promises ne sont pas au rendez-vous. Les conditions de travail sont devenues insupportables. Après la BP Ouest qui a obtenu une revalorisation salariale à la suite d'une journée de grève massive, c'est en moins d'un mois la seconde Banque Populaire Régionale qui voit une forte mobilisation de son personnel exprimer son mécontentement, son ras le bol, en deux mots .

D'AUTRES EN FRANCE

Les “ plans sociaux ” (euphémisme pour licenciements) en cours en France ; le chiffre entre parenthèses est celui des “ départs ” (non remplacement d'intérim ou CDD, mises à la retraite, licenciements secs) : □ Dans le textile en 2005, 8.000 à 9.000 travailleurs ont été licenciés (100 firmes sur 1.100 ont disparu) □ **Areva (ingénierie atomique) (900)**, □ **SEB** - pauvres Moulinex de Fresnay (Sarthe) qui avaient cru dans la “ reprise ” par le concurrent, de même que Tefal à Dampierre dans le Jura et au Syndicat (Vosges) (890) ; il est prévu de “ liquider ” 2.500 travailleurs sur trois ans. □ **LG Philips (639)**, fusion de la firme hollandaise Royal Philips Electronique et du coréen LG Electronique, construit une gigantesque usine en Corée du Sud, à la frontière avec la Corée du Nord, protégée

par les installations militaires où déjà 8.000 travailleurs sont exploités 15 h par jour (25.000 en 2010) pour conquérir le monopole des écrans plats (déjà 22% du marché mondial) □ **DIM (450)**, (collants et lingerie)devenu, après être passé par diverses mains, la propriété d'un fonds d'investissement US -DB Appareil. Le site de Château-Chinon (95 travailleurs aujourd'hui contre 500 en 1960) sera totalement fermé en 2007 ; un emploi sur 6 seront supprimé à Autun (Saône-et-Loire) (200 sur 1.300). Délocalisation en Roumanie. □ **SOGERMA (500)**, personne surtout les travailleurs n'a vraiment compris pourquoi cette filiale du trust aéronautique EADS ; fermait cette usine de Mérignac (près de Bordeaux) (maintenance d'avions) après que l'Etat français, actionnaire eût retiré le marché d'entretien des avions de l'armée de l'air passé au Portugal. Après palabres syndicats, direction et cuisines politiques seuls 500 postes sur 1.100 seront supprimés □ **KODAK (330)**, faute d'avoir pris le virage de l'argentique sur le numérique, la firme américaine en profite pour fermer son usine de Chalon-sur-Saône □ Lexmark (300) ; Altadis ex-Seita vendue à une firme espagnole (239) □ **27/3/2006** - Un jugement ayant ordonné la levée des piquets de grève, le travail reprend aux cristalleries de Baccarat (Meurthe-et-Moselle) avec une augmentation de salaires de 38 à 50 euros mensuels mais la diminution d'effectifs qui passe de 1.200 à 670 avec des transferts de production à la sous-traitance. □ **La SNCF** veut automatiser le plus possible la vente des billets à la fois sur Internet et avec des distributeurs automatiques. L'objectif est la suppression de 30% des guichetiers sur trois ans (2.400) □ **Charles Jourdan à Romans (Drôme)** qui fut un temps la capitale de la chaussure en France. Même les firmes les plus solides misant sur la qualité disparaissent devant la concurrence d'abord italienne puis chinoise. Chez Jourdan, il ne reste plus que 212 travailleurs sur 438. Encore récemment, Kélian prévoit 143 licenciements. D'AUTRES AILLEURS **Suisse - 24/2/2006** - Les travailleurs de la fonderie Swissmetal (Leconvilier dans le Jura) reprennent le travail après 30 jours d'une grève partie spontanément contre une gestion autoritaire et le non respect d'un accord conclu après une grève de 10 jours en novembre 2004. A la clé : transferts de production avec 80 licenciements.

AUTOMOBILE

C'est sur le plan mondial certainement le secteur industriel qui subit les plus grands bouleversements en raison de la surproduction et de l'irruption grandissante de l'Asie (même la Chine exporte des bagnoles aujourd'hui). Il est impossible de donner en quelques lignes les " problèmes " des trois qui furent " grands " de l'automobile américaine, GM (en passe de perdre sa première place au profit de Toyota), Ford ; Chrysler et de leurs sous-traitants, qui tous se débarrassent (en profitant de la loi américaine sur les faillites) de tous les avantages de salaires, maladie et retraite dont bénéficiaient les travailleurs aux temps de la prospérité. Nous reviendrons sur ces bouleversements qui ne concernent pas seulement les Etats-Unis et contre lesquels les syndicats (l'UAW aux Etats-Unis et l'ensemble des syndicats européens) sont totalement impuissants. Mais en contrepartie des délestages aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, Volkswagen, General Motors et Toyota construisent des usines en Russie Seulement ici, les derniers points marquants hors Etats-Unis : □ **9/5/2006** - **GM** entame des discussions en Europe avec les syndicats pour limiter la casse : 1000 emplois sur 3.250 devraient être supprimés en Grande Bretagne à l'usine d'Ellesmere Port près de Liverpool (des débrayages contre ce plan) et à Vauxhall supprimer une chaîne sur trois, un " partage du fardeau " à l'usine allemande de Bochum dans la Ruhr, de même aux usine d'Anvers (Belgique) de Gliwice (Pologne) et de Trollhätten (Suède). L'idée originale est de mettre ces usines en compétition pour allier efficacité et capacité, les plus productives ayant le plus d'investissements. □ **A Osnabrück en Allemagne,**

Karmann constructeur de cars, qui assemblait aussi des voitures pour Daimler-Chrysler, est, pris aussi, dans la tourmente américaine et supprime 1250 postes sur 5.200. □ **Le même Daimler-Chrysler** maintient hors de l'eau l'aventure périlante de la petite voiture Smart (Hambach en Moselle) en y injectant 1 milliard d'euros. Pour tenter de percer sur le marché américain. 13/6/06 -Volkswagen au Brésil (22.000 travailleurs annonce une restructuration qui, d'ici 2.008 mettra à la porte 5.773 travailleurs. Et en Allemagne, présente aux syndicats un projet d'augmentation de la durée du travail (de 28,8 heures à 35 heures sans augmentation de salaires) et de licenciement de 20.000 travailleurs à terme. 19/4/2006 - PSA - Peugeot-Citroën “ dégraisse ” également mais bien plus en Grande-Bretagne où elle ferme définitivement son usine de Ryton près de Coventry (centre de l'Angleterre) et engagements pris par la direction pour limiter ces difficultés et les compensations promises ne sont pas au rendez-vous. Les conditions de travail sont devenues insupportables. Après la BP Ouest qui a obtenu une revalorisation salariale à la suite d'une journée de grève massive, c'est en moins d'un mois la seconde Banque Populaire Régionale qui voit une forte mobilisation de son personnel exprimer son mécontentement, son ras le bol, en deux mots .

COMPAGNIES AERIENNES Etats-Unis - Les attentats du 11 septembre, les restrictions diverses imposées à l'entrée aux Etats-Unis, ont souvent servi de prétexte aux compagnies aériennes engagées dans une compétition acharnée depuis la dérégulation de Reagan et l'apparition des compagnies low-cost, à une attaque sans précédent contre l'ensemble des conditions d'exploitation. Ces attaques ont été marquées dans les années écoulées par de nombreux conflits qui n'ont pu prévenir la dégradation des conditions de travail (voir précédents bulletins). Ceci d'autant plus que la loi américaine sur les faillites permet à la même compagnie - déclarée en faillite - de poursuivre son activité mais en annulant toutes les garanties sociales qui avaient pu être consenties avant, notamment en matière de retraite et d'assurance maladie, dont on sait l'importance pour les travailleurs américains, tous ces “ avantages ” étant dépendant du contrat de travail et non de la puissance publique. Dernier avatar en date illustrant cette situation pour les travailleurs de ce secteur : le 15 mars, Delta Airlines, après le recours à cette faillite, veut imposer un nouveau contrat particulièrement restrictif quant auxdits avantages. Cinq mois de palabres compagnie-syndicats n'ont rien donné, ce qui laisse la décision finale à un arbitrage. Les pilotes menacent de faire grève si la décision arbitrale est favorable à la direction, ce qui a bien des chances de se produire.

LES LECONS D'UN ECHEC

Grande-Bretagne - En juillet dernier, l'aéroport d'Heathrow près de Londres avait été paralysé plusieurs jours par une grève de solidarité avec les travailleurs du trust multinational Gate Gourmets, tous licenciés suite à une série de manipulations visant à réduire les coûts de production des plateaux repas, spécialité de la firme (voir précédents bulletins). Tout était rentré dans l'ordre sur intervention des syndicats au plus haut niveau et des promesses d'un règlement “ équitable ” mais l'ensemble des travailleurs de Gate Gourmets étaient restés licenciés Une poignée continuait la lutte en maintenant contre vents et marées un piquet de grève devant les locaux de l'entreprise : même cela devenait intolérable et le 18 mars la police a dispersé les piquets et détruit les installations provisoires qui les mettaient à l'abri des intempéries. D'autre part, pour les mêmes raisons, les travailleurs de Gate Gourmets de Düsseldorf (Allemagne) étaient encore en grève récemment. **ULTIMES RECOURS**

29/5/2006 - **Deux travailleurs d'Esterra**, filiale du trust du nettoyage Veolia sont en grève de la faim à Lille (Nord) depuis 28 jours pour leur réintégration 2/6/2006 - Depuis le 9 mai trois travailleurs licenciés de Packard - Bel sont en grève de la faim contre une discrimination syndicale qui les exclut d'un reclassement.

LES CRIMES DU CAPITAL DANS L'EXPLOITATION DE LA FORCE DE TRAVAIL ET DANS LES EFFETS INDIRECTS DE SA DOMINATION INFORMATION SELECTIVE

Chine - On parle souvent des catastrophes pas seulement minières en Chine. Elles sont fréquentes à cause des conditions d'exploitation (mines illégales, aucune sécurité, emploi des femmes) : 27/11/2005 - 140 tués dans une explosion à la Dongfeng COAL Mine dans le Heilongjiang (yne nouvelle fois des promesses du gouvernement central de fermer les mines dangereuses) ;, le 9 mai 53 mineurs tués, le 26 mai 57 noyés dans une mine (les dirigeants arrêtés devant les réactions de la population locale devant incurie et corruption), 20 juin, 16 travailleurs tués dans l'explosion d'une usine chimique En mars 2006 est révélé l'existence près de Shenyang (province de Liaoning) d'un camp d'extermination à Sijiatun où sont parqués entre autres 6.000 adeptes de la secte Falun Gong. Sur ceux qui meurent des mauvais traitements on pratique des prélèvements d'organes et les cadavres sont ensuite incinérés pour faire disparaître toute trace de sévices. Mais on parle moins du même mépris de la vie des travailleurs dans d'autres pays : **Etats-Unis- 15/3/2006** - 15 morts brûlés et 170 blessés dans l'explosion d'une raffinerie de BP à Texas City, la troisième en 4 mois. Dans cette même usine, 3.565 accidents depuis 1990. Les raffineries du sud des Etats-Unis, ont la réputation d'être obsolètes et mal entretenues d'où une multiplication des accidents 25/3/2006 - Une étude épidémiologique révèle qu'aux Etats-Unis, un produit toxique fabriqué par la multinationale chimique Dupont, le perfluorinate, utilisé dans divers revêtements imprègne le sang de 95 % de la population. 15/3/2006 - L'usine Ford de Mahwah dans le New Jersey qui fut la plus grande usine des Etats-Unis a déversé des millions de litres de déchets de lavage et de peinture (avec arsenic, xylène, etc...) dans les rivières voisines en toute connaissance de cause, contaminant un réservoir d'eau potable le Wanaque Reservoir. 11/6/2006 - Dans les villes entre 500.000 et 1 million d'habitants, le taux des crimes violents augmenté de 8,3 % en un an, conséquences de la baisse du niveau et des conditions de vie .

Bangladesh - 23/2/2006 - 1.100 ouvrières de KTS Textile Industry à Chittagong (port du sud du pays) bloqués dans l'usine, toutes issues fermées par un incendie causé par un court-circuit (installations électriques de fortune) - 63 morts brûlées vives (dont des jeunes filles de 12-14 ans), 100 blessés 25/2/2006 - l'immeuble de Phoenix Building à Dacca, la capitale, s'effondre suite à des malfaçons : 22 morts, 50 blessés (ouvriers et passants) 6/3/2006 - Un autre incendie dans une usine textile à Dacca, Gazipur (1.500 ouvriers), fait trois morts. En 2005, rien que dans le textile, essentiellement des incendies ont fait 130 morts et 480 blessés. Nigeria - 12/5/2006 - La misère dans cet Etat de 130 millions d'habitants, premier producteur de pétrole d'Afrique, qui pourrait être riche mais sombre dans une corruption généralisée alimentée par les pétroliers pousse au piratage du pétrole qui coule dans les pipelines (100.000 barils seraient ainsi détournés chaque jour). Pas sans risques et des explosions récurrentes laissent un cortège de brûlés vifs en nombre indéterminé. La dernière aurait ainsi brûlé vifs plusieurs centaines de " pirates " venus s'approvisionner clandestinement sur un oléoduc d'essence.

Mexique - Nuevo Laredo est une ville frontière de 400.000 habitants qui voit passer 5.500 camions par jour du trafic avec les Etats-Unis mais aussi un des centres du trafic de drogue, entièrement sous le contrôle du crime organisé, c'est l'image de la situation du Mexique : dans cette ville 173 assassinats en 2005. France- 9/5/2006 - Troubles musculo-squelettiques (TMS) 20.000 cas sont reconnus en France en 2000, dans une progression de 4,20% par an. 23/3/2006 - 20.000 cas de cancers par an sont d'origine professionnelle et cela ne touche pas seulement les ouvriers (l'amiante bien sûr, mais les poussières de bois, de papier, les solvants divers), mais aussi les agriculteurs et ouvriers agricoles (pesticides et produits phytosanitaires). Les ouvriers du bâtiment, notamment ceux chargé de l'entretien dans de vieilles installations, sont ceux qui restent les plus exposés à l'amiante qui reste disséminé un peu partout.

Inde- L'ouverture de l'Inde au commerce international, sous la pression des Etats-Unis, a fait que les productions agricoles indiennes ont vu ses prix chuter (plus de 30% pour le riz et la canne à sucre). Les paysans sont de plus en plus endettés et le nombre de familles rurales sans terre augmente d'année en année pour atteindre 55 % de la population agricole. Dans les 22 derniers mois plus de 3.000 fermiers se sont suicidés. Cette situation explique pourquoi la visite récente de Bush en mars 2006 ait rencontré une grande hostilité. Afrique du Sud - 24/4/2006 - La misère sociale et les conditions de vie impliquant violence et promiscuité est telle qu'une fille sur trois et un garçon sur cinq sont victimes de violences sexuelles avant 18 ans. Il y a chaque année 55.000 plaintes pour viol (seulement le dixième du taux réel) et de plus, le plus souvent les dossiers s'égarer dans les commissariats (un violeur sur 400 risque la prison)

Brésil - 20/5/2006 - la dégradation du niveau de vie, notamment dans l'Etat le plus riche du Brésil, celui de Sao Paulo fait que les organisations criminelles sont tellement puissantes qu'elles contraignent le gouvernement à composer. Parmi elles le Premier Commandement de la Capitale (PCC) forte de 100.000 adhérents s'est opposé à une réforme des prisons tendant à réduire sa mainmise sur le système carcéral en organisant non seulement des mutineries dans les prisons mais aussi des attaques de commissariats et autres bâtiments publics. 130.000 policiers ont un peu calmé le jeu mais surtout des concessions par discussions directes ont fait bien plus pour ramener la fragile paix sociale.

Monde 5/5/2006 - Le travail des enfants serait en déclin selon le Bureau International du Travail. Le nombre des enfants entre 5 et 17 ans exploités dans des entreprises aurait diminué de 11 % depuis 2004. Ils seraient 218 millions. Mais le BIT lui-même des doutes sur ces chiffres en ajoutant qu'il serait " prématuré de spéculer sur les véritables raisons de ce déclin. Il diminuerait dans des pays à forte croissance comme la Chine mais s'accroîtrait dans des continents sombrant dans le chaos comme l'Afrique. Toujours selon le BIT, en Asie, un milliard de travailleurs gagnent moins de 1,60 euro pas jour, 2 millions meurent de maladies professionnelles ou d'accident du travail chaque année et 12,3 millions peuvent être considérés comme des esclaves.

CONDITIONNEMENT DEOLOGIQUE LA MANIPULATION

Corée du Sud - 1/6/2006 - Capital financier contre capital national. Malgré les tentatives du capital international de briser les structures nationales du capital, les chaebols, sortes de conglomérats familiaux impénétrables pour le capital financier mondial, continuent de résister pied à pied, malgré les ravages déjà opérés dans

l'économie coréenne

Monde - 9/6/2006 - Des études - sans doutes bien intéressées - viennent contester les projections sur le vieillissement de la population et le financement des retraites préconisant l'ouverture à l'immigration pour permettre de maintenir le niveau de vie actuel. Il est certain que dans 10 ans il y aura 87 entrants travailleurs pour 100 nouveaux retraités dans les pays industrialisés alors que dans les pays dits " en développement " il y aurait 342 entrants pour 200 retraités. D'après cette étude, les choses seraient plus complexes et conduiraient à ne rien changer, les lois économiques faisant que les pauvres seraient plus pauvres et les déjà riches le resteraient sans s'ouvrir pour autant à l'immigration (on peut se demander si ces théories ne sous-tendent pas les lois restrictives sur l'immigration qui fleurissent un peu partout). L'entrée d'immigrants à bas salaires bloquerait l'innovation technologique alors que la pénurie de main d'œuvre serait une forte incitation à une recherche de productivité et au développement de l'automatisation, l'ensemble maintenant le niveau de production et assurant du même temps la domination économique. L'utilisation à large échelle de l'immigration bas salaires aux Etats-Unis, expliquerait pourquoi ce pays reste largement derrière le Japon question productivité. Le manque de main-d'œuvre à cause du vieillissement serait une bénédiction et non plus une calamité.

France -27/3/2006 - Un sondage de la Sofres révèle, ce dont on se doutait, que 69 % des Français jugent que leurs leaders politiques se soucient " très peu ou pratiquement pas " de ce qu'ils peuvent penser. 7/6/2006 - Où est le déclin dont on nous rebat les oreilles pour faire avaler les restrictions de toutes sortes au profit du capital. La France reste la troisième destination mondiale pour les investissements étrangers. Et produit assez de capital national pour se permettre d'être le premier investisseur mondial.

23/2/2006 - Statistiques " fiables " à la botte : critiques de diverses sources des chiffres fournis par l'INSEE et Dared qui subissent des pressions gouvernementales pour que ceux-ci soient " conformes " aux politiques définies par le pouvoir notamment valable pour les conséquences du CNE entre autres 3/5/2006 - si l'on en croit les édiles du pouvoir, les Français n'aspirent qu'à travailler plus (on ne dit pas à quelles conditions). En moyenne, au-delà des 35 heures ils travailleraient 50 heures de plus par an. Les moyennes annuelles se situeraient à 1.650 heures (1.700 pour les hommes et 1.570 pour les femmes) (1.670 dans le privé et 1.580 dans Le public) (1.730 pour les PME de moins de 10 travailleurs et 1.620 pour les grosses entreprises de plus de 500 travailleurs)

Union Européenne -12/2/2006 - L'OMC veut que l'Europe réduise d'un quart le cheptel allaitant pour permettre de doubler les importations de bœuf venant notamment d'Amérique du Sud et dont le prix est inférieur de 14 % aux prix nationaux. Mais au même moment, il est question d'interdire les importations d'Argentine à cause de la fièvre aphteuse sévissant là-bas.

27/3/2006 - Marché aux bestiaux - La règle, bien sûr est la liberté de circulation du bétail travailleur porteur de la marchandise force de travail. Mais dans une voie à sens unique Est-Ouest. Chaque pays de l'Ouest fait son marché en fonction de ses besoins et de sa politique de pression sur le coût national ou de l'entreprise du travail. Aux premiers convaincus de l'ouverture la plus large - Grande-Bretagne, Suède et

Irlande- se sont joints avec quelques restrictions quant au nombre, à la qualité professionnelle, l'Allemagne, l'Italie la France et la Hollande. L'Allemagne fait figure de cas particulier puisqu'elle a déjà chez elle , avec l'ex- RDA, un réservoir de choix qu'elle peut compléter à volonté avec ses voisins de l'ex-Europe de l'Est. Faut-il importer aussi des ingénieurs ? L'Allemagne et la Grande-Bretagne en manqueraient entre 10.000 et 20.000 chacune alors qu'annuellement la Chine en fabrique 400.000 et l'Inde 300.000. Après tout, une immigration sélective permettrait de résoudre le problème des nouvelles théories pour faire face au vieillissement de la population dont nous parlons ci-dessus.

Vietnam - 3/5/2006 - L'hypocrisie des appels à la démocratie des pays industrialisés qui commercent à tout va avec les pays totalitaires est particulièrement à l'œuvre dans ce pays qui a connu la plus terrible guerre coloniale d'une soi-disant lutte contre le « communisme » totalitaire. Ce sont les Etats-Unis qui sont aujourd'hui, comme hier à la pointe des destructions, à la pointe des investissements dont la rentabilité est garantie par le totalitarisme " communiste " vilipendé hier. Ils savent bien, comme le souligne un homme d'affaires américains que le pays n'est " communiste que de nom " et que ce " socialisme de marché " permet des taux d'exploitation du travail imbattables (même par les chinois). Le tout, dans ce pays de 82 millions d'habitants dans lequel la corruption touche tous les échelons de la bureaucratie du parti et de l'Etat, le complément nécessaire à l'exploitation des travailleurs et des paysans par tous les prédateurs capitalistes étrangers.

Pologne - 31/5/2006 Incohérences (apparentes) du capital - La hausse du prix du pétrole et du gaz redonne des couleurs au charbon alors que dans les années écoulées, la Pologne, dernière venue dans les restructurations du charbon et de l'acier, a presque, comme partout éliminé son industrie charbonnière florissante . Aujourd'hui il reste pourtant 80 puits exploités et exploitant 123.000 mineurs au lieu de 400.000 sous la botte soviétique, adulés comme héros du travail. Malgré cette " renaissance " l'avenir reste incertain avec la compétition des mines à ciel ouvert ou à bas salaires d' Afrique du Sud, d'Australie et des Etats-Unis. De même en Grande-Bretagne, certaines mines récemment fermées sont rouvertes par les quelques capitalistes qui ont profité de l'offensive Thatcher contre le bastion des charbonnages britanniques nationalisés.

Chili - 1/6/2006 - Démocratie et démocratie. La fin de la dictature Pinochet n'a pas fait modifier pour autant l'essentiel du système alors mis en place. L'élection récente d'une social-démocrate, célébrée ici comme une " victoire démocratique," ne semble avoir guère convaincu les enseignants et étudiants chiliens qui se mobilisent dans tout le pays pour une réforme profonde du système éducatif qui n'a pas changé depuis la dictature. Mais la " démocratie " est musclée : répression policière comme au bon vieux temps, des dizaines de blessés, plus de 250 arrestations

Russie - 3/2/2006 - Difficile de dire dans un pays qui sort à peine du chaos de la " libéralisation " dans une corruption généralisée et de mutation de la classe dominante où se situe la frontière entre prolétariat et classes moyennes. Tout ce qu'on sait de certain, c'est qu'il y a un gouffre énorme entre les très riches et les très pauvres. Entre les deux se distinguent , sans qu'on puisse leur attribuer une position spécifique dans le système capitaliste, ceux qui arrivent à joindre les deux bouts sans trop de soucis et qui représenteraient 20 % de la population active (29 millions) dont la moitié travaillerait dans le secteur public. Quant au reste, on peut faire le calcul et imaginer...

France - Le modèle français - 20/12/05 - Record annuel battu pour les accidents du travail impliquant plus de trois jours d'arrêt. 4.500 pour 100.000 travailleurs, loin devant l'Allemagne (3.700) et devant la moyenne européenne (3.400). Ce serait dû en partie à un rythme de travail élevé pour 50 % du temps de travail (effet des 35h ?) ce en quoi aussi la France battrait des records devant les autres pays européens.

Grande Bretagne - 6/1/2006 - Le modèle anglais. La dette moyenne par habitant du Royaume élèverait à 42.000 euros au cours des 9 premiers mois de 2005 D'après un rapport d'un économiste américain aux Etats-Unis :

le niveau de réglementation de l'emploi et de la production est le plus faible des pays de l'OCDE

le taux d'emploi est le plus élevé dans toutes les tranches d'âge : 40 % contre 10 % en France pour les 15-19 ans, 70 % contre 48 % pour les 20-24 ans, similaire jusqu'à 55 ans, 21 % contre 13 % pour les 60-64 ans, 6% contre 1 % pour les plus de 65 ans. Par contre, sur la base d'une productivité de 100 pour les Etats-Unis, elle atteint 118 en France et seulement 95 en Grande Bretagne. Et selon les standards européens, le taux de pauvreté est plus élevé aux Etats-Unis et il y a plus d'inégalités **Aux Etats-Unis**, 10 % de la population collecte 43 % des revenus et 57 % de la richesse nationale. En 2004, 1.200.000 américains sont tombés sous le seuil de pauvreté et 800.000 de plus n'ont aucune assurance santé (46 millions en tout) et doivent recourir au système d'Etat qui ne garantit qu'un minimum réduit de soins. Tout cela peut expliquer les gloses sur la "croissance robuste" des Etats-Unis.

SYNDICATS

Allemagne - 27/5/2006 - La grande confédération syndicale DGB a perdu plus de 40 % de ses membres depuis 1990 et l'hémorragie continue. Les accords collectifs que discutaient périodiquement les syndicats liés au DGB ne couvrent plus que 68 % des travailleurs et 53 % des négociations présentes se font directement dans l'entreprise, hors des instances de la bureaucratie syndicale. Ce qui n'empêche le présent leader du DGB d'approuver la coalition chrétiens- démocrates et sociaux - démocrates en insistant sur le point que Merkel , la chancelière chrétienne-démocrate serait "meilleure" que le social- démocrate.